



La Lettre d'information

N°8 - Novembre 2015 - Périodique d'Informations Boursières en Zone CEMAC

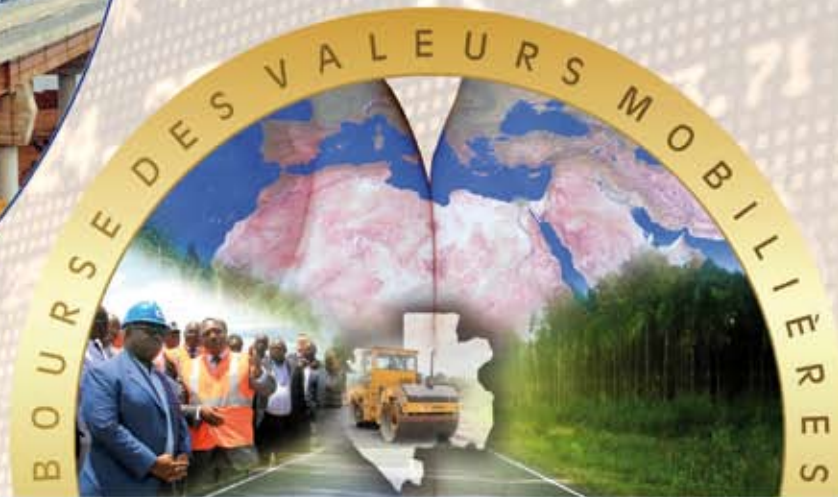
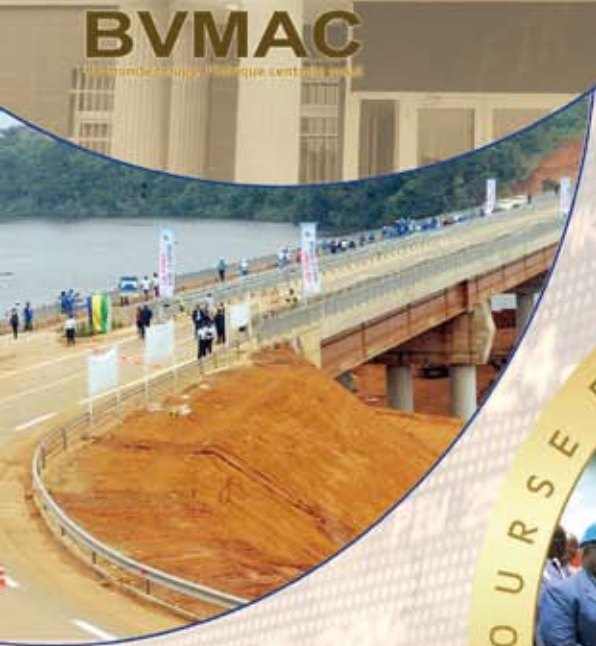
www.bvm-ac.com

BVMAC

➤ Cérémonie de cotation

Emprunt Obligataire «EOG 6,00%NET 2015-2020»

La modernisation de Libreville à l'image de la croissance infrastructurale du Gabon



Ce numéro spécial du **3 novembre 2015** consacré à la Cérémonie de cotation du deuxième Emprunt Obligataire de l'Etat Gabonais, doit nous permettre de continuer notre parcours avec cette même ambition : celle de mieux préparer le futur de la BVMAC qui se construit infatigablement.

La chute des cours du Brent et la crise qui s'en suit dans la sous-région, consolident notre légitimité à assister les Etats de la CEMAC dans leurs recherches de ressources longues à moindre coût sur le Marché Financier et Boursier Régional. En effet, il nous faut ce constant effort d'accompagnement pour que ces potentiels émetteurs de l'espace communautaire acceptent d'accéder à notre Marché de Capitaux tant, ce mécanisme leur paraît encore très peu flexible.

Cette Lettre d'information qui commence par un article sur les « **Compétences relationnelles et le marketing boursier** », soulève la problématique de la démarche méthodologique qui a abouti à cette souscription de **4 milliards de francs CFA**, soit **84 milliards de francs CFA** au lieu des **80 milliards de francs CFA** initialement recherchés par l'Etat Gabonais.

Outre l'aspect marketing, vous retrouverez dans cette Lettre un article relatif au « **Contrôle interne dans une Bourse de Valeurs** » sous l'angle de la gestion du risque opérationnel.

Nous reviendrons sur les aspects de mercatique directe avec un sujet sur les dix commandements du «**Porte à porte**» dans le cadre d'un Emprunt Obligataire.

Les systèmes d'information ne sont pas en reste dans la mesure où, nous consacrons un article plutôt technique sur « **La gestion informatique des bugs systèmes à la BVMAC** », ainsi qu'un article plus fonctionnel portant sur le « **Référencement de la valeur Etat Gabonais « EOG 6,00% Net 2015-2020** » géré par le module RCE d'administration des données.

Au-delà, la BVMAC est fière de vous présenter le **portrait du Professeur Daniel ONA ONDO, Premier Ministre, Chef du Gouvernement** qui a été solidaire de cette opération en impliquant tous les membres de son Gouvernement.

Aussi, dans cette droite ligne, nous vous proposons l'itinéraire d'un ministre engagé à la cause de la Bourse Régionale : **Monsieur Régis IMMONGAULT, Ministre du Développement durable, de l'Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective.**

Enfin, la Lettre change d'univers avec une **photothèque sur les temps forts de l'année 2015 à la BVMAC.**

En espérant revoir en 2016, l'Etat Gabonais ou un autre Etat de la CEMAC pour une nouvelle cotation, je vous souhaite une très bonne Cérémonie.

Henri Claude OYIMA
Président du Conseil d'Administration

EDITO



NUMÉRO SPÉCIAL



LA QUALITÉ AU COEUR DE NOTRE ENGAGEMENT CLIENT

Gabon | Bénin | Togo | Côte d'Ivoire



Ogar
Toujours avec vous



Compétence Relationnelle & Marketing Boursier. Cas de l'Emprunt Obligataire de l'Etat Gabonais «EOG 6,00% Net 2015-2020»

Par **Pascal HOUANGNI AMBOUROUE**
Directeur Général | BVMAC

Pr Daniel ONA ONDO Un Chef de Gouvernement dynamique et volontaire

Par **Jealna MINKOUE MI OBAME**
Service Marketing & Communication | BVMAC

Expertise du Groupe Attijariwafa Bank en zone CEMAC : Emprunts Obligataires par Appel Public à l'Epargne

Par **Youssef HANSALI**
Head of Capital Markets | Union Gabonaise de Banque (Groupe Attijariwafa bank)

Monsieur Régis IMMONGAULT ITINERAIRE D'UN MINISTRE ENGAGE A LA CAUSE DE LA BVMAC

Par **Paul SEMBA**
Chef de Service Affaires Générales | BVMAC

La Gestion Informatique des Bugs Systèmes à la BVMAC

Par **Guy Alain NDOUTOUM NDONG**
Directeur des Systèmes d'Information | BVMAC

Référencement de la valeur Etat Gabonais « EOG 6,00% NET 2015-2020 »

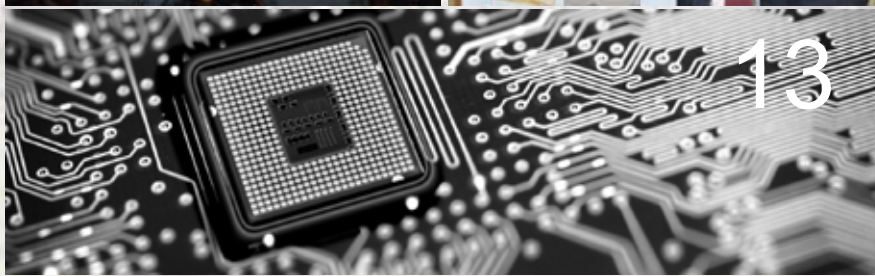
Par **Dolinde SAPHOU**
Chef de Service Administration Référentielle | BVMAC

Contrôle Interne des Risques dans une Bourse des Valeurs Une nouvelle notion en zone CEMAC pour un risque ancien

Par **Naïce Berty OKOUROU**
Attachée de Direction | Contrôle Interne | BVMAC

Porte à porte et Emprunt Obligataire : quelle démarche mercatique pour quel résultat ?

Par **Josette Mispa WEMPINDI**
Département Marché Central | BVMAC



Directeur de Publication : **Henri-Claude OYIMA**
Rédacteur en chef : **Pascal HOUANGNI AMBOUROUE**

Equipe de rédaction :
Pascal HOUANGNI AMBOUROUE, Dolinde SAPHOU, Guy Alain NDOUTOUM NDONG, Joël OKWÉLÉ, Youssef HANSALI, Naïce OKOUROU, Paul SEMBA, Josette WEMPINDI, Jealna MINKOUE MI OBAME.

La Lettre d'Information - Périodique d'Informations boursières en zone CEMAC publié par la BVMAC
Adresse : Place de l'Indépendance - BP 2165 Libreville (GABON) - Tél.: +241 01 77 48 45 - Email : info@bvm-ac.com -
Réalisation : **BVMAC/M&D/JO** - Assistance : **TACMedia** - Distribution : **BVMAC**



BVMAC
BOURSE DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'AFRIQUE CENTRALE

FORMATIONS



DES FORMATIONS ADAPTEES A VOS BESOINS POUR DÉCOUVRIR ET COMPRENDRE LE MARCHÉ FINANCIER DE L'AFRIQUE CENTRALE



PCA DE LA BVMAC

Depuis le lancement officiel de nos activités le 13 août 2008, la BVMAC s'attèle au développement du marché financier de la CEMAC à travers différents cycles de formation.

Nous proposons des formations traitant de notre cœur de métier **LA FINANCE DE MARCHÉ**, ainsi que des formations périphériques sur **la gestion de projets et**

les systèmes d'information financiers.

Depuis lors, la BVMAC a entamé des sessions de formations sur le thème de **la Bourse et son Environnement** et notamment sur **les Techniques Boursières, le Montage d'un Emprunt Obligataire et l'introduction des entreprises en bourse**, avec pour ambition de former les Investisseurs Institutionnels, les Cabinets Financiers et de Conseil, les Entreprises et le Grand Public aux enjeux et conséquences pratiques de ce nouvel outil de Financement du Développement qu'est la BVMAC.

Aussi, nous animons périodiquement des cycles de formation concernant **la gestion de projets** (Formation tout public), **la gestion du risque opérationnel** (Formation Entreprises et Administrations publiques), **l'implémentation d'une plate-forme technique financière** ainsi que **des formations «sur-mesure»**.

Le post-marché n'est pas en reste car nous vous proposons des formations allant de la gestion de la dette à la comptabilité-titre.

Vous remerciant de l'intérêt croissant que vous nous portez, nous espérons vous retrouver très bientôt au sein de l'Ecole de la Bourse.

HENRI CLAUDE OYIMA
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMPETENCES RELATIONNELLES & MARKETING BOURSIER

CAS DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE DE L'ETAT GABONAIS «EOG 6,00% NET 2015-2020»

Par **Pascal HOUANGNI AMBOUROUE** | Directeur Général | BVMAC

La plupart des spécialistes du marketing boursier confirme la thèse selon laquelle, la Bourse, au-delà de son caractère financier, est tout particulièrement un instrument de mercatique stratégique.

L'opération de placement des Titres auprès des Grands Investisseurs et du Grand Public pose indubitablement la problématique des compétences relationnelles des Sociétés de Bourse (SDB) et des Intermédiaires Financiers, dont le rôle est de placer les Titres des émetteurs, agents économiques en besoin de financement (Etats, Entreprises et Collectivités Publiques).

Cet article analysera l'expertise relationnelle qui a abouti à la sursouscription de l'émission du deuxième Emprunt Obligataire de l'Etat Gabonais finalisée le 24 septembre 2015 au niveau du Marché Primaire.

ECONOMIE OUVERTE & COMPETENCES RELATIONNELLES

Dans une économie ouverte, « l'Appel Public à l'Epargne » (APE) est un outil de financement qui repose sur :

- > Une démarche active de la part du sollicitant, l'Appel,
- > Un appel public, donc ostensible et facilement connaissable du Public,
- > Un appel public pour drainer une Epargne.

La capacité de l'émetteur à tisser des liens avec l'ensemble des parties prenantes à une opération par APE s'avère déterminante pour la structuration et le placement de l'instrument financier dans le public. C'est tout le sens de la démarche qu'a effectuée l'Etat Gabonais (qui a émis le 17 septembre 2015 un Emprunt Obligataire d'un montant de 80 milliards de francs CFA, par APE sur le Marché Financier de la CEMAC*) en spécialisant tous les acteurs concernés par l'émission : **Conseil Financier, Arrangeur et Co-chefs de file.**

Dans un contexte de baisse des cours des principales

matières premières exportées et d'une baisse de la croissance autour de 4,2% en 2015 contre 4,4% en 2014, le Ministère en charge de l'Economie a considéré que la solidité des relations avec les acteurs du Marché Financier Communautaire (**Autorité publique, Autorités professionnelles et les Investisseurs prééminents**), ainsi que la bonne signature dont jouit le Gabon au niveau Régional et International pourrait contribuer à la réussite de l'opération.



03/09/2013 : M. Pierre VANDEBEECK (PDG SIAT GABON) recevant le présent BVMAC de la part de M. Henri Claude OYIMA (PCA BVMAC) consolidant le partenariat relationnel entre l'Entreprise de Marché et l'Entreprise Agro-industrielle.

*Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

COMPETENCES RELATIONNELLES & MARKETING BOURSIER

CAS DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE DE L'ETAT GABONAIS « EOG 6,00% NET 2015-2020 »



De cette orientation, la Direction Générale de la Dette (DGD), en nouant des partenariats stratégiques avec ces différents acteurs, a voulu mettre en exergue, pour chaque entité dans son domaine de compétence, sa capacité à pouvoir réaliser une ingénierie d'endettement permettant à l'émetteur Etat Gabonais d'aller vers l'objectif d'une opération de souscriptions totalement achevée. Quelle pourrait être la meilleure stratégie dans cette période conjoncturelle défavorable? Quels gisements potentiels d'investisseurs pourraient être intéressés par cette offre? Comment leurs interventions se déclinaient-elles?



22/09/2015 : M. Pascal HOUANGNI AMBOUROUE (DG BVMAC) remettant à M. Daniel ONA ONDO (Premier Ministre) les bulletins de souscription adressés au au Chef de l'Etat et aux Membres du Gouvernement à l'occasion de l'Emission Obligataire « EOG 6,00% NET 2015-2020 » réalisée par l'Etat Gabonais.

Autant d'aptitudes qui responsabiliseraient ces intermédiaires financiers et par ricochet révéleraient leur savoir-faire.

Autrement dit, montrer que le choix de la DGD serait en outre lié à leur culture du résultat .

Cela nous amène donc à nous intéresser à la notion de compétence relationnelle sous l'angle du Marché Financier Régional, comme étant le lieu de confrontation d'idées des offreurs et des acheteurs de Titres, leur permettant de tisser et d'entretenir des liens positifs et durables avec l'environnement dans lequel ils sont amenés à évoluer.

Dans cet esprit, il importe d'examiner successivement les questions de l'efficacité des professionnels du

Marché Financier qui ont eu tout intérêt à développer ces réseaux de relation pour réussir l'opération d'Emprunt Obligataire de l'Etat Gabonais, « **EOG 6,00% Net 2015-2020** ».

LES COMPÉTENCES RELATIONNELLES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS

Pour qu'une compétence puisse être considérée comme stratégique, celle-ci doit remplir plusieurs conditions, notamment méthodologiques et organisationnelles.

Si nous analysons la méthode de conquête qui a été utilisée pour rassurer l'Etat Gabonais, il nous faut décortiquer la stratégie proposée à la DGD, afin d'éviter un échec dans la démarche organisationnelle de levée des fonds.

Elle a consisté à :

- Rassurer l'émetteur

D'abord en prenant une prise ferme de plus de la moitié du volume total de l'émission (80 milliards) soit **40 milliards de francs CFA** par le groupe Attijariwafabank, dont la force de son réseau de placement issue notamment des filiales disposant de ressources financières solides, lui a permis de prendre un tel risque.

5 milliards de francs CFA par la **SDB BGFI Bourse** qui s'est montrée solidaire de la stratégie, sachant qu'à l'accoutumée ce n'est pas la philosophie de l'établissement.



COMPETENCES RELATIONNELLES & MARKETING BOURSIER**CAS DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE DE L'ETAT GABONAIS « EOG 6,00% NET 2015-2020 »****> Faire preuve d'innovation**

Au-delà de la prise ferme, c'est aussi la proposition innovante d'une garantie de placement des Co-chefs de files, à compléter **15 milliards de francs CFA** pour BGFI Bourse et **20 milliards de francs CFA** pour Financia Capital qui explique en substance le « **GO** » de l'émetteur Etat Gabonais.

La DGD s'est donc assurée des compétences et de l'expérience accumulée par ces acteurs financiers comme atout indispensable pour collecter les 8 millions d'obligations dont elle a eu besoin pour financer l'aménagement et la réhabilitation des voiries urbaines de Libreville.

La question des acteurs clés du succès peut dès lors être traitée ici de façon plus spécifique, de sorte que l'on aborde l'architecture de leurs compétences.

LA GESTION DES COMPETENCES DES ACTEURS CLES DU SUCCES DE L'OPERATION : UN EXERCICE DIFFICILE

Il est clair, à la lecture de l'analyse précédente sur les compétences relationnelles des intermédiaires financiers, que l'objectif de la DGD a été de responsabiliser chaque acteur pour le succès de l'opération. Cette démarche autorise donc un pronostic.

> Au niveau du Conseil Financier (UGB Attijariwafa Bank)

Son rôle a été de rendre le Marché plus visible en identifiant un vivier d'intervenants (arrangeur et chefs de file) capables d'établir des méthodologies relevant du conseil en montage d'un Emprunt Obligataire.

> Au niveau de l'Arrangeur (SCB Cameroun)

Il a eu pour orientation de structurer l'opération par sa connaissance des opportunités de la géographie des affaires, en capitalisant sur les opérations du même ordre réussies par le groupe à travers le monde.

> Au niveau des Co-chefs de file (BGFI Bourse et Financia Capital)

Ils ont assisté l'arrangeur dans la réalisation du « **Document d'information** », qui a été présenté aux Autorités Boursières, plus précisément à la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) qui a validé les documents soumis.

Une fois tous ces éléments réunis, le rôle du syndicat de placement a été déterminant, car il a permis de placer l'opération auprès d'un éventail large d'investisseurs. Cela a été un exercice difficile, car il a fallu choisir le meilleur angle d'attaque :

- Le face-à-face personnalisé,
- Le porte à porte,
- La séance plénière,
- Les grands meeting,
- (...).

Il a donc fallu convaincre les investisseurs que le projet de l'Etat Gabonais est de bonne qualité et surtout que la rémunération du coupon est attrayante (taux d'intérêt 6% net d'impôt). A ce stade, on peut aisément souligner que la performance « **expertise relationnelle et placement des Titres** », a permis à l'émetteur d'obtenir une sursouscription de 4 milliards de francs CFA alors que la période de placement des Titres n'était que d'une semaine.

Pour conclure, on peut ressortir de toute cette démonstration que les compétences relationnelles sont utiles pour vendre des Titres aux investisseurs, mais que pour autant, elles ne sauraient constituer la méthode exclusive d'approche. Ne serait-ce que parce les opérations d'Emprunt Obligataire nécessitent également l'adhésion de l'ensemble des acteurs concernés vers l'objectif de placement des Titres. Car, si la capacité à collaborer peut exister chez l'un des partenaires et être très faible, voire inexistante chez l'autre, cela pourrait compromettre la bonne marche de l'opération.



Detector-Préserver-Empecher

Anif

**L' ANIF DU GABON AU CENTRE
DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE
LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET
LE FINANCEMENT DU TERRORISME**

Mise en place au Gabon depuis le 1er Juin 2006, en application de l'article 25 du Règlement n°2/10 du 2 Octobre 2010 portant révision du Règlement n°01/03-CEMAC-UMAC-CM du 04 Avril 2003, instituant une ANIF dans chaque Etat membre de la CEMAC, à l'effet de lutter contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme, l'Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF) a pour mission opérationnelle, de recevoir, traiter et, le cas échéant, de transmettre aux autorités judiciaires compétentes les déclarations auxquelles sont tenus les organismes financiers et personnes assujetties énumérées à l'article 5 dudit Règlement.

Elle a d'autres missions d'ordre général et d'orientation, notamment la formation et la sensibilisation dans le cadre de sa mission.

Rattachée au Ministère de l'Economie, de l'Emploi et du Développement Durable, elle est dirigée par un Inspecteur Général des Finances assisté de trois haut fonctionnaires de l'administration des Douanes, du Ministère de la Justice, ainsi que de l'Intérieur, de la sécurité publique, de l'immigration et de la décentralisation.

PR DANIEL ONA ONDO

UN CHEF DE GOUVERNEMENT DYNAMIQUE ET VOLONTAIRE

Par **Jealna MINKOUE MI OBAME** | Service Marketing & Communication | BVMAC



S.E. Pr Daniel ONA ONDO, Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la République Gabonaise

Né le 10 juillet 1945 à Oyem dans la province du Woleu-Ntem, le Professeur Daniel ONA ONDO, Premier Ministre, Chef du Gouvernement Gabonais est un brillant homme politique dont le parcours académique et professionnel est des plus remarquables parmi les illustres personnalités que compte le Gabon.

Titulaire d'un Baccalauréat (série D) obtenu au Lycée National Léon MBA de Libreville en 1968, le Professeur Daniel ONA ONDO poursuivra ses études supérieures en France où il obtiendra entre autres une Licence en Sciences Economiques (Université de Picardie, France), un Diplôme d'Etudes Supérieures d'Economie (DES) à l'Université de Paris X Nanterre et obtiendra son Doctorat d'Etat en Sciences Economiques en 1980 dans l'une des plus prestigieuses universités françaises : l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

En décembre 1987, il deviendra Agrégé des Facultés de Droit et Sciences Economiques (CAMES). Ses différentes productions sur le plan économique, social, sociologique et politique lui vaudront des distinctions honorifiques comme celles d'Officier de l'Etoile Equatoriale (Gabon 1997), Commandeur dans l'Ordre du Mérite Gabonais (2000) et Commandeur

de l'Ordre de la Pléiade (Francophonie) en 2005. Plusieurs fois Ministre à partir de 1997, il occupera notamment les postes de Ministre de la Culture (1998 et 1999), Ministre de l'Education Nationale (2002-2004), Ministre des Postes et Télécommunications (2004-2006) puis, Premier Vice-président de l'Assemblée Nationale Gabonaise avant d'être nommé Premier Ministre le 24 janvier 2014.

Soucieux de respecter la feuille de route à «**connotation sociale**» reçue du **Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA**, le Professeur Daniel ONA ONDO mènera des actions fortes telles que l'instauration de la « **Prime d'Incitation à la Performance (PIP)** », « **l'audit des instances du Trésor** » qui permettra à l'Etat Gabonais d'économiser 654 milliards de francs CFA et plus récemment la mise en place d'un « **Nouveau système de rémunération des agents de l'Etat** ».

Son expérience politique, son pragmatisme et sa volonté de s'investir au quotidien dans la réalisation du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), lui confère donc une responsabilité extrêmement précieuse : celle de faire évoluer le mode de vie des gabonais les plus vulnérables.

EXPERTISE DU GROUPE ATTIJARIWABA BANK EN ZONE CEMAC

EMPRUNTS OBLIGATAIRES PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE

Par **Youssef HANSALI** | Head of Capital Markets | Union Gabonaise de Banque (Groupe Attijariwafabank)



M. Youssef HANSALI (Groupe Attijariwafabank)

Grâce à sa stratégie de développement et d'expansion maîtrisée, durant les dernières années, le Groupe Attijariwafabank, est devenu le premier groupe bancaire et financier du Maghreb, le premier groupe bancaire de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et un acteur de référence de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Le Groupe est présent dans plus de 24 pays principalement en Afrique, en Europe et au Moyen Orient. Attijariwafabank met ses clients au cœur de sa stratégie en participant au développement de l'économie de son pays d'accueil et accompagne les Etats pour la levée de dettes.

Fort d'un réseau de près de 100 Agences en CEMAC, les trois filiales d'Attijariwafabank à savoir l'Union Gabonaise de Banque, la Société Commerciale de Banque Cameroun ainsi que le Crédit du Congo s'attèlent à mettre en œuvre la stratégie du Groupe en finançant tous les secteurs d'activité à travers différents instruments adaptés aux besoins (financements structurés de projets, emprunts obligataires, financements syndiqués...).

Le Groupe a déployé depuis juin 2012 des entités dédiées avec des ressources expérimentées ayant la charge de développer les activités de marché au sein de ses filiales en Afrique Centrale. C'est dans ce cadre, que le groupe a accompagné entre autres les Etats Tchadien, Camerounais et Gabonais lors de leurs dernières opérations d'Appel Public à l'Épargne effectuées sur le Marché Financier de la CEMAC. Le Groupe accompagne ainsi les émetteurs sur tous les volets depuis le conseil jusqu'au placement en passant par l'arrangement.

Appuyé par son réseau étendu en zone CEMAC, son expertise en instruments de dette négociable ainsi que sa bonne connaissance du Marché Financier Régional, le Groupe a conduit l'Emprunt Obligatoire de l'Etat Gabonais « **EOG 6,00% NET 2015-2020** » en se fixant les objectifs suivants:

- **l'optimisation des conditions de sortie pour l'émetteur;**
- **le respect du calendrier de l'émission et;**
- **le succès de l'opération.**

A l'heure où les Etats lancent des projets d'investissement ambitieux, ils ont recours aux financements en levant des dettes soit à l'international soit sur le Marché Régional. A ce titre, le Marché Financier de la zone CEMAC, offre la meilleure alternative alliant rentabilité et sécurité à la fois pour les émetteurs et les investisseurs.



MONSIEUR RÉGIS IMMONGAULT

ITINERAIRE D'UN MINISTRE ENGAGÉ A LA CAUSE DE LA BVMAC

Par **Paul SEMBA** | Chef de Service Affaires Générales | BVMAC



Monsieur Régis IMMONGAULT, Ministre du Développement Durable, de l'Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective depuis octobre 2014, est titulaire d'un Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) en Sciences Economiques, spécialisé en Economie politique et en planification. Il dispose par ailleurs d'un Diplôme de l'Ecole des Services du Trésor à Noisiel en France.

Fort d'une expérience d'environ 10 ans essentiellement acquise au sein du Trésor Public du Gabon tant sur des fonctions de management opérationnel (Directeur de la Programmation des Ressources et des Règlements pour devenir par la suite Trésorier Provincial) que sur des fonctions de responsabilité en tant que Directeur Adjoint.

Ses expériences à l'International en tant qu'Inspecteur Général des Missions Diplomatiques et Postes Consulaires au Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de la Francophonie et par la suite comme Conseiller Financier du Ministre d'Etat Paul TOUNGUI, chargé des Relations avec les Institutions Financières Internationales lui ont permis de conduire avec panache en 2007, la première émission d'Emprunt Obligataire du Gabon : « **Etat Gabonais 5,5% net 2007-2013** ».

Malgré une activité administrative intense, Monsieur IMMONGAULT porte parallèlement les casquettes de :

- **Président du Comité Institutionnel de Statistiques,**
- **Président de la Cellule de Surveillance Multilatérale,**
- **Vice-président de la Commission Interministérielle de Suivi de Programme d'Ajustement Structurel,**
- **Président du Comité de Veille sur la Crise Financière,**
- **Responsable du Comité de Suivi des Recettes Pétrolières et,**
- **Secrétaire Permanent du Comité Gabonais du groupe d'Intérêt EITI (Extractives Industries Transparency Initiative).**

Ministre dès l'accession à la magistrature suprême du **Président de la République du Gabon, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA** en 2009, il occupe successivement le portefeuille de Ministre de l'Energie et des Ressources Hydrauliques (2009-2012), Ministre de l'Industrie et des Mines (2012-2014).

Dès son arrivée en octobre 2014 au Ministère en charge de l'Economie, il décide d'accompagner à nouveau le Marché Financier et Boursier Régional en travaillant sur une nouvelle émission obligatoire à forte connotation sociale, qui a abouti le 17 septembre 2015 et ce, jusqu'au 24 septembre 2015 au lancement officiel au niveau du Marché Primaire du deuxième Emprunt Obligataire de l'Etat Gabonais « **EOG 6,00 % Net 2015-2020** » d'un montant de **80 milliards de francs CFA**.

La bonne signature du Gabon et son excellente connaissance des acteurs du Marché Financier de la CEMAC, lui ont permis de mobiliser les principaux Investisseurs Institutionnels vers l'objectif d'une souscription de l'opération.

Résultat atteint dans la mesure où l'Etat Gabonais a pu lever **84 milliards de francs CFA** au lieu des **80 milliards** souhaités à la base.

Son itinéraire au cœur du Marché Boursier Régional lui confère donc d'être le Ministre engagé à la cause de la BVMAC.



L'avenir de la Forêt, le futur des Hommes



La SNBG, les ambitions d'une mutation efficace



LE COMPLEXE INDUSTRIEL D'OWENDO

La Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG) est une société anonyme au capital de 10 milliards de FCFA (15 244 902 €). Elle a son siège social à Libreville au Gabon et une représentation à Shanghai en Chine.

Après la décision du Gouvernement gabonais d'interdire les exportations de grumes, la SNBG a entamé la construction d'un Complexe Moderne de Transformation du Bois à Owendo, dans la zone portuaire.

Ce site comprend trois usines équipées de machines neuves (trancheuses, scies, dérouleuses, séchoirs, chaudières...), dont les activités tournent autour du tranchage, sciage et déroulage.

Depuis le mois de mai 2012, la SNBG commercialise des placages tranchés en diverses essences, ainsi que des avivés de petites et grosses sections. Dans quelques mois, elle complètera sa gamme de produits par des placages déroulés et du contreplaqué tout Okoumé.

Hier leader dans le négoce de grumes, la SNBG entend devenir demain, un acteur majeur dans le secteur industriel forestier.

LES PERMIS FORESTIERS AMENAGÉS

La SNBG possède 300 000 ha de forêts qui sont actuellement en cours d'aménagement.

Elle a adopté une gestion rationnelle de ses forêts qui cadre avec la politique du gouvernement gabonais qui exige que tout le couvert forestier gabonais soit géré durablement, de manière à préserver cette ressource et maintenir les écosystèmes pour les générations futures.

L'approvisionnement des trois unités de transformation de bois de la SNBG est assuré aux 2/3 par ses propres concessions forestières et 1/3 par les exploitants forestiers locaux engagés dans l'aménagement de leurs permis forestiers.

Ainsi, la traçabilité des bois transformés par la SNBG est-elle assurée dans toutes ses activités ; c'est le gage d'une entreprise citoyenne, respectueuse de l'environnement !



Siège Social : BP 67 Libreville, GABON
www.snbg-gabon.com

Bureau Asie : Rm. 305, 1800-7, Wenchuan Rd.
201901 Shangai - CHINA

Direction Générale
Direction Commerciale & Marketing

Tel. + 86 139 01177 0828
Email : joedzxy@yahoo.com.cn

Tél. + 241 01 79 98 71 - Fax + 241 01 77 24 01
Tél. + 241 01 79 99 03 - Fax + 241 01 76 02 11

LA GESTION INFORMATIQUE DES BUGS SYSTÈMES À LA BVMAC



Par **Guy Alain NDOUTOUM NDONG** | Directeur des Systèmes d'Information | BVMAC

Nous avons, dans un précédent article, commenté les bienfaits de l'informatique dans la civilisation humaine. La machine informatique œuvre à présent dans tous les secteurs de l'activité humaine, et les perspectives futures nous amènent déjà à côtoyer la science-fiction tant l'imagination de l'homme est fertile. Mais, que l'euphorie d'utiliser ces appareils électroniques, qui nous distancent largement de l'homme préhistorique, ne nous bernent pas pour autant quant à leur origine : ce sont des créations de l'homme, et toute création humaine demeure imparfaite même si à première vue elle paraît parfaite.

Ainsi, les machines informatiques, douées d'une intelligence artificielle (que nous appellerons aussi système informatique, logiciel, application ou programme), peuvent avoir un comportement non prévu dans la notice d'utilisation. Non pas parce qu'elles font la grosse tête et décident de se rebeller (même si cette thèse ne sera pas toujours à exclure), mais juste parce que les concepteurs de cette intelligence artificielle ont oublié ou n'ont pas prévu une éventualité. En programmation système, cela pourrait se traduire par : « si éventualité, alors comportement ». Donc si une éventualité survient et que l'action correspondante n'a pas été programmée, le système adopte un comportement que l'on jugera d'aléatoire, ou bien il se plante. On dit aussi qu'il bugue.

Toutefois, les bugs ne sont pas imputables seulement aux savants concepteurs de ces programmes, ils peuvent aussi être provoqués par des savants encore plus doués que les premiers. Ceux-là, on les appelle terroristes informatiques ou encore cybercriminels. Ils ne construisent pas, ils détruisent. Et pour réaliser leur destinée, ils conçoivent des programmes malveillants (virus, ver, exploit, cheval de Troie, rootkit, etc...) qui se servent des failles, des erreurs et des oublis qu'ils découvrent dans les logiciels.

A la BVMAC, où nous avons acquis l'un des meilleurs systèmes de cotation électronique au monde (le NSC V900), le même utilisé à EURONEXT, nous nous sommes préparés dès le départ à traiter le risque opérationnel au niveau des bugs systèmes. L'exposé qui suit va montrer comment nous gérons :

- les bugs du système d'exploitation;
- les bugs du logiciel base de données;
- les bugs des applications;
- les programmes malveillants;
- les attaques Internet;
- les accès non autorisés.

I- La gestion des bugs du système d'exploitation

Compte tenu de la complexité de la plateforme de cotation, nous avons pris les dispositions suivantes :

a) La sauvegarde du Système d'Exploitation (OS AIX)

Elle permet de sauvegarder sur bande une image bootable du système d'exploitation pour :

- démarrer le système à partir de la bande pour des raisons de maintenance,
- restaurer le système d'exploitation en cas de nécessité. Cette sauvegarde est réalisée mensuellement.

b) L'application des correctifs (OS Windows)

Les éditeurs rendent disponibles en téléchargement sur leurs sites internet les programmes qui corrigent les bugs et les failles de sécurité. Nous les téléchargeons régulièrement et les appliquons sur nos systèmes.

LA GESTION INFORMATIQUE DES BUGS SYSTEMES À LA BVMAC



c) La migration système

Un système d'exploitation possède un numéro de version. Lorsqu'il subit des corrections ou des transformations majeures, un autre numéro de version peut lui être attribué (normalement dans l'ordre croissant). En général, la nouvelle version est plus performante que la précédente ; et il est conseillé de migrer le système de l'ancienne version vers la nouvelle. C'est ce que nous faisons également.

II - La gestion des bugs au niveau base de données

Au niveau base de données, les bugs peuvent être liés :

- au logiciel base de données (SGBD, Système de Gestion de Base de Données),
- à la compatibilité système d'exploitation-logiciel de base de données,
- à la corruption des fichiers base de données,
- à la corruption des données.

a) Au niveau du logiciel base de données (SGBD)

Les éditeurs rendent toujours disponibles des correctifs (patches) qui permettent de corriger ces bugs. Il est donc souvent important pour nous de renouveler annuellement nos contrats de supports afin de pouvoir télécharger ces modules correctifs et de les appliquer sur le SGBD existant. Toutefois, la possibilité de migration existe en acquérant une nouvelle version du logiciel.

b) Au niveau compatibilité système d'exploitation-logiciel de base de données

Une erreur d'exécution du logiciel SGBD peut survenir parce que la version du système de gestion de base de données n'est pas totalement compatible à la version du système d'exploitation. D'où souvent l'importance de vérifier cette compatibilité avant l'acquisition du SGBD. Mais, avec un contrat de support en bonne

et due forme, l'éditeur du SGBD nous donne toujours les commandes à exécuter ou les fichiers à installer pour rendre cette compatibilité effective.

c) La corruption des fichiers base de données

Une manipulation maladroite d'un utilisateur système, ou encore un virus, peut corrompre un fichier de base de données, et rendre ainsi certaines données inaccessibles ou inexploitable. L'utilisateur base de données ou applicatif vivra l'événement comme s'il s'agissait d'un bug base de données, alors que c'est une erreur au niveau système. En ce moment plusieurs techniques de récupération de données peuvent être utilisées selon le type de SGBD. Toutefois, nous effectuons régulièrement nos sauvegardes selon des fréquences et des méthodes qui nous permettent toujours de réparer nos bases de données et de récupérer nos données en cas de problème.

d) La corruption des données

Un utilisateur peut maladroitemment ou intentionnellement supprimer des objets importants de la base de données (table, vue, contraintes d'intégrité,...). Cela entraînera la disparition de certaines informations et compromettra la cohérence des données. Un autre utilisateur base de données ou applicatif vivra l'événement comme s'il s'agissait d'un bug. A ce moment plusieurs techniques de récupération de données peuvent être utilisées selon le type de SGBD. Toutefois, nous effectuons régulièrement nos sauvegardes selon des fréquences et des méthodes qui nous permettent toujours de réparer nos bases de données et de récupérer nos données en cas de problème. Pour les utilisateurs malintentionnés, nous avons mis en place un système de trace qui nous permet constamment de savoir qui a fait quoi.



LA GESTION INFORMATIQUE DES BUGS SYSTÈMES À LA BVMAC



III - La gestion des bugs au niveau de l'application métier

Au niveau applicatif, les bugs peuvent être liés :

- au logiciel applicatif métier,
- à la compatibilité système d'exploitation-logiciel applicatif,
- à la corruption des fichiers applicatifs.

a) Au niveau du logiciel applicatif métier

Les principales applications métiers utilisées à la BVMAC sont :

- le NSC V900, acquis à l'époque auprès d'ATOS EURONEXT MARKET SOLUTION (AEMS, devenu aujourd'hui EURONEXT TECHNOLOGY),
- le SEMS V2 acquis gracieusement auprès d'EUROCLEAR, notre support technique étant Maroclear.

Nous sommes fiers à la BVMAC d'avoir pu déceler quelques bugs lors de la période des tests de recette du NSC V900 en 2008. Ce qui a permis à l'éditeur d'améliorer son logiciel et de nous envoyer les correctifs correspondants.

En gros, des procédures de gestion des anomalies existent à la BVMAC. Ces procédures font intervenir

- le fonctionnel (utilisateur métier) qui détecte le bug et envoie une fiche anomalie à l'informatique,
- l'informatique qui résout l'anomalie si possible, sinon envoie une fiche anomalie au support technique de second niveau (Bourse de Casablanca ou Maroclear),
- le support technique de second niveau qui résout l'anomalie si possible et envoie la procédure de correction au service informatique BVMAC, sinon envoie une fiche anomalie à l'éditeur (EURONEXT TECHNOLOGY, support technique de premier niveau) qui trouvera la solution qui sera retournée en prenant le chemin inverse.

b) Au niveau compatibilité système d'exploitation logiciel applicatif

Une erreur d'exécution du logiciel applicatif peut survenir parce que la version du système d'exploitation et celle du logiciel applicatif ne sont pas totalement compatibles. D'où souvent l'importance de suivre scrupuleusement les recommandations de l'éditeur quant au choix de la plateforme d'installation de l'application.

c) La corruption des fichiers applicatifs

Une manipulation maladroite d'un utilisateur système, ou encore un virus, peut corrompre un fichier constituant du logiciel applicatif, et provoquer ainsi une non-exécution de l'application ou un comportement aléatoire de l'une de ses fonctionnalités. L'utilisateur applicatif vivra l'événement comme s'il s'agissait d'un bug applicatif, alors que c'est une erreur au niveau système. Toutefois, nous effectuons régulièrement nos sauvegardes selon des fréquences et des méthodes qui nous permettent toujours de restaurer nos modules applicatifs en cas de problème.

IV - La gestion des programmes malveillants

Chaque année, nous renouvelons nos licences antivirus. Cela est fortement utile pour garantir la sécurité de nos systèmes Windows. Nous avons aussi une cellule de veille technologique qui surveille l'actualité des programmes malveillants et dénicher les utilitaires qui permettent de les éradiquer en cas d'infection. Chaque fonctionnaire de la BVMAC reçoit chaque année une clé USB de grande capacité lui permettant de sauvegarder ses données importantes. Des disques durs externes de grande capacité sont aussi dédiés à la sauvegarde des données applicatives et des données de service.

V - La gestion des attaques Internet

L'équipement réseau qui nous sépare du monde Internet est un pare-feu (firewall) robuste bien configuré, doté d'un antivirus et d'un relais http, qui nous permet de gérer (accepter ou refuser) **les flux de données en entrée ou en sortie de la BVMAC selon des ports systèmes (services) réseaux bien spécifiques.**

LA GESTION INFORMATIQUE DES BUGS SYSTEMES À LA BVMAC



VI - La gestion des accès non autorisés

Au niveau système d'exploitation, bases de données, et applicatif, nous avons clairement identifié les différents utilisateurs autorisés à ouvrir une session de travail. Chaque utilisateur a été créé, pour chaque système, avec des droits spécifiques (profil) correspondant à sa marge d'intervention dans l'environnement opérationnel qui est le sien. Tous les mots de passes répondent à des critères de création qui rendent difficile leur décryptage. Les mots de passe des administrateurs système, base de données et applicatifs sont précieusement conservés par qui de droit.

La gestion des accès est très importante pour restreindre le champ opérationnel de chaque utilisateur à sa stricte fonction. Ceci, afin de limiter les dégâts en cas de manipulation maladroite, ou

encore pour de décourager les potentiels terroristes informatiques.

En conclusion, à la BVMAC, nous avons fait le maximum pour contenir les bugs informatiques, de sorte que nos systèmes sont toujours disponibles tous les jours ouvrés. Il est vrai que les bugs surviennent, mais ils sont rapidement gérés et l'activité reprend normalement dans les minutes qui suivent. Nous ne sommes pas encore à l'heure où « les machines informatiques font la grosse tête et décident de se rebeller contre l'homme » ; mais ce qui est certain, c'est que même si cela arrive, à la BVMAC, avec la rage au cœur de voir émerger les pays de la zone CEMAC, nous trouverons toujours le moyen de contenir cette rébellion. Parce que la machine exécute le code compilé ; mais le code source, c'est l'homme qui le détient.





RÉFÉRENCIEMENT DE LA VALEUR ETAT GABONAIS « EOG 6,00% NET 2015-2020 »

Par **Dolinde SAPHOU** | Chef de Service Administration Référentielle | BVMAC

L'implémentation de la plateforme informatique de cotation de la BVMAC (NSC V900) répondant aux standards internationaux, dotée de différents modules destinés à la consultation et à la négociation (PAM), à la surveillance du marché (SPI), au routage des données (HUB) ainsi qu'à l'administration des données référentielles (RCE) entraîne une organisation spécifique du processus de création et de gestion des instruments cotés à la Bourse.

A travers le cas pratique du référencement de l'émetteur Etat Gabonais, nous montrerons comment le Marché Central de la CEMAC assure l'exhaustivité des données dans le RCE avant de finir par un examen des facteurs de risque en cas de mauvaise intégration.

Le RCE au cœur du système NSC: un éclairage a priori nécessaire

> Le référentiel

Un référentiel est une base de données contenant les « références » d'un système d'information. Ces références sont de deux types :

- soit il s'agit des informations nécessaires au fonctionnement des applications ;
- soit il s'agit des informations qui seront utilisées lorsque l'on doit faire évoluer une application : on parle alors « d'administration des données ».

On comprend donc que le référentiel constitue la colonne vertébrale d'un système d'information. Et dans le cas de l'Entreprise de Marché, le Referential and Corporate Events (RCE) est le bras armé du NSC V900.

La plateforme informatique de cotation présente l'avantage de gérer tous les types d'instruments financiers de marché, de fournir une infrastructure d'accès complète avec des outils adaptés et sécurisés ainsi que d'offrir des facilités de diffusion des cours et de Surveillance des Marchés avec pour seul objectif d'organiser et animer le Marché Financier Régional de manière automatisée.

Ainsi, l'un de ses modules, le RCE, est l'application qui est chargée de gérer la création et la gestion des instruments cotés à la Bourse. Cette application est

donc équipée d'une interface web pour la gestion des caractéristiques des instruments.

Le RCE est par ailleurs capable de gérer toutes sortes d'instruments tels les produits cash comme les produits dérivés.

Pour résumer, aucune valeur ne peut être prise en charge par le SPI (outil de surveillance) ni faire l'objet d'une quelconque transaction par le PAM (outil de négociation) sans avoir au préalable été renseignée au niveau du RCE.

> Le cadre théorique et les enseignements pratiques

Le module RCE est composé d'un serveur WEB et d'une interface WEB pour les utilisateurs. Ces derniers, après autorisation, pourront voir, modifier ou supprimer des données référentielles par l'interface WEB.

Nous dénombrons cinq (5) fonctionnalités au sein du RCE : « reference data », « cash », « members », « othertasks », « Administration ».

1.Reference data, donne accès aux tables générales du RCE (calendrier, pays, devise.....)

Les informations concernant le pays de l'émetteur et la monnaie qu'il utilise y sont répertoriées.



RÉFÉRENCIEMENT DE LA VALEUR ETAT GABONAIS

« EOG 6,00% NET 2015-2020 »

2. Cash renvoie aux tables spécifiques produits (secteur, sous-secteurs, sociétés...)

La création des instruments se fait au niveau de cette fonctionnalité du RCE. Les informations précises concernant chaque émission sont renseignées dans différents champs (secteurs, sous-secteurs, émetteurs et produits titres).

3. Members permet un accès aux tables spécifiques membres (noms des émetteurs, adresses, noms des Sociétés de Bourse (SDB) et de leurs Directeurs Généraux).

4. Othertasks regroupe les fonctions du moteur.

5. Administration permet de gérer les utilisateurs du RCE, leurs mots de passe ainsi que de vérifier l'état de l'application.

Ainsi, au sein de l'architecture NSC, le RCE apparaît

comme le système d'information qui centralise et distribue les données. Une démonstration que nous pouvons examiner dans le cadre de l'administration de la valeur Etat Gabonais « **EOG 6,00 % net 2015-2020** ».

Le Référencement de la valeur Etat Gabonais

Cette démarche est un cas pratique de référencement des données provenant du document d'information.

>> Première étape : l'intégration manuelle des sources d'informations dans les champs du RCE.

Au démarrage de l'outil, il convient d'entrer le « User name » et le « password » pour accéder au menu général du RCE.

User Name = Identifiant

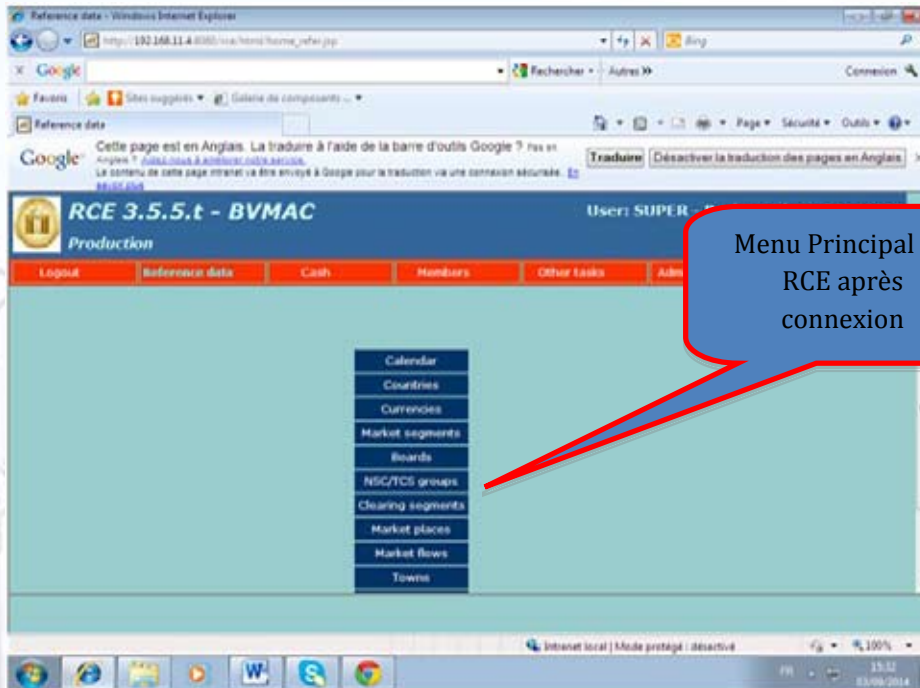
Password = Mot de Passe

Page d'Accueil RCE



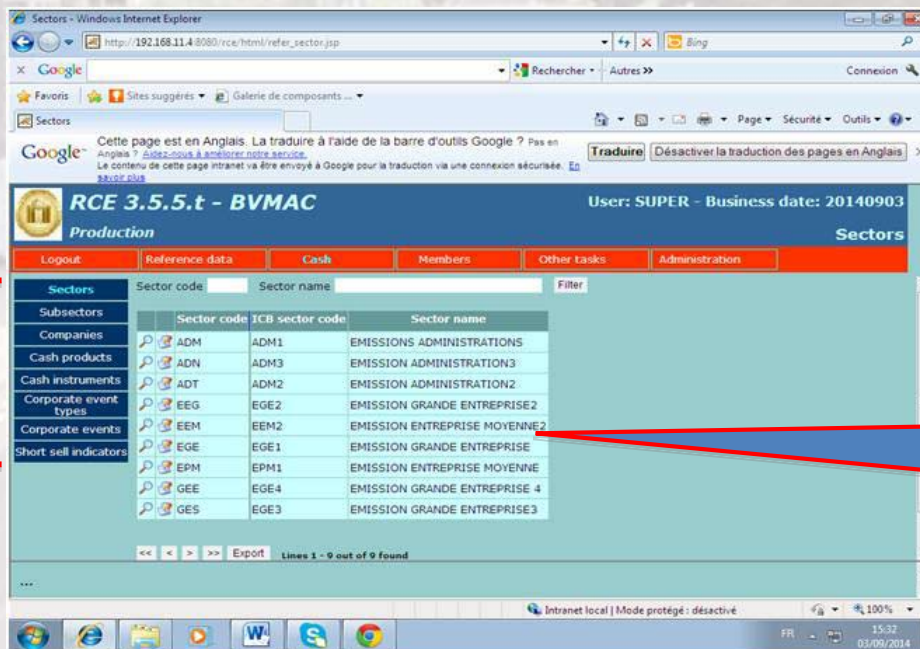
RÉFÉRENCIEMENT DE LA VALEUR ETAT GABONAIS « EOG 6,00% NET 2015-2020 »

MARCHÉ CENTRAL



Menu Principal du RCE après connexion

Aller dans le menu « CASH »



Les différents onglets de création

Les lignes indiquant les 12 valeurs émises jusqu'à présent.
1 action et 11 valeurs



RÉFÉRENCIEMENT DE LA VALEUR ETAT GABONAIS

« EOG 6,00% NET 2015-2020 »

La création des émetteurs se fait progressivement en renseignant les champs apparaissant dans chaque onglet.

On accède ensuite à la fiche de caractéristiques de

l'émetteur en cliquant sur l'onglet « Secteurs » puis sur « EDIT ».

Les différents champs doivent être renseignés avec minutie.

>> La création de la valeur « **EOG 6,00 % net 2015-2020** » au niveau du module RCE se fait tout d'abord par la saisie d'un « **code secteur** » de 3 lettres qui doit correspondre au secteur de l'émetteur (Grande entreprise, PME-PMI, Administration).

Une fois les 3 champs renseignés, il faut valider l'opération en cliquant sur « **ADD** ».

- Ainsi le code **AMN** a été choisi.

>> Une fois la première étape terminée, l'onglet « **Secteur code ICB** » va également être renseigné. Le « **Secteur code ICB** » se forme de 3 lettres suivies d'un chiffre, c'est le code secteur plus détaillé. Il permet, grâce au chiffre, de se retrouver plus facilement sur une valeur.





RÉFÉRENCIEMENT DE LA VALEUR ETAT GABONAIS « EOG 6,00% NET 2015-2020 »

Ainsi, le Secteur code ICB choisi pour la valeur « EOG 6,00 % net 2015-2020 » est ADM4.

Illustration de la
création de la valeur
EOGA2

>> les trois derniers champs, à savoir, « **sous-secteurs, compagnies et produits Titres** » vont également être renseignés au fur et à mesure à partir des informations contenues dans le document d'information de l'émetteur.

A ce stade du déroulement de l'intégration de la valeur dans le RCE, le néophyte peut trouver cette tâche ardue du fait du nombre de champs à renseigner. Vous conviendrez avec nous sur la complexité du système à ce niveau.

Pour des raisons de confidentialité, il nous est impossible de vous montrer l'ensemble des articulations du RCE.





RÉFÉRENCIEMENT DE LA VALEUR ETAT GABONAIS

« EOG 6,00% NET 2015-2020 »

>> **Deuxième étape : Le RCE joue ensuite seul son rôle de passerelle.**

- Au niveau du Module de Surveillance

La création de la valeur «**EOG 6,00% net 2015-2020**» au niveau du RCE permet à différents modules, notamment à celui de la Surveillance du Marché, de

superviser finement le système et d'agir rapidement sur n'importe quel aspect du comportement de cette valeur et de formuler certaines requêtes qui lui seront pleinement fournies à partir des informations contenues dans le module de création des valeurs.

Type de requête	Information fournie
Données référentielles	Toutes les informations référentielles sur la valeur « EOG 6,00% net 2015-2020 » sont accessibles.
Vérification du carnet d'ordres	Toutes informations disponibles concernant les ordres de la valeur « EOG 6,00% net 2015-2020 » ou de n'importe quelle autre valeur sont accessibles, y compris les quantités masquées, l'identité du participant, l'horodatage de l'ordre.

- Au niveau du Module de Négociation

De la même façon, le module PAM est également impacté par toutes les informations contenues dans

le module de création des valeurs qui lui seront très utiles lors des séances de cotation.

Type de requête	Information fournie
Accès aux informations sur la valeur « EOG 6,00% net 2015-2020 »	Toutes les informations relatives à la valeur « EOG 6,00% net 2015-2020 » concernant le nom de la société, le nombre de titres émis, le montant réellement émis, le prix de référence sont accessibles dans le champ <i>Instruments</i> du PAM
Accès à la fenêtre de passage d'ordres	Les informations utiles sur le code mnémorique de la valeur « EOG 6,00% net 2015-2020 » dénommé EOGA2 pour le passage des ordres seront fortement appréciés.

A partir de ces différents éléments, nous constatons que le RCE joue bien un rôle de passerelle qui

est primordial dans le déroulement efficient des activités de la BVMAC.



RÉFÉRENCIEMENT DE LA VALEUR ETAT GABONAIS

« EOG 6,00% NET 2015-2020 »

Pour assurer une plus grande fiabilité du processus, les valeurs émises (Actions et Obligations) sont tout d'abord créées dans une base test (application test du RCE) qui permet au Service Administration Référentielle de modifier ou même annuler certaines données d'une valeur émise avant qu'elles ne migrent définitivement dans la base de production.

S'il est vrai que le RCE est un module hautement primordial sur le Marché Boursier de la CEMAC, il n'en demeure pas moins qu'il peut présenter un certain nombre de risques.

Le principal risque concerné en cas de mauvaise intégration est la non prise en compte de la valeur par le SPI et donc, absence de cotation pour cette même valeur.

En définitive, le Référentiel valeur a montré pleinement son efficacité dans le traitement des données qui seront routées vers d'autres applications.

Ce module, testé pendant un an, avant le lancement officiel des activités de la BVMAC le 13 août 2008, a non seulement permis d'administrer onze (11) valeurs obligataires à l'instar du premier Emprunt Obligataire de l'Etat Gabonais et une (1) valeur de type Action et n'a par ailleurs, jamais montré de défaillances. Cela s'est encore vérifié avec le référencement de la valeur Emprunt Obligataire de l'Etat Gabonais « EOG 6,00% net 2015-2020 » qui s'est déroulé avec succès.



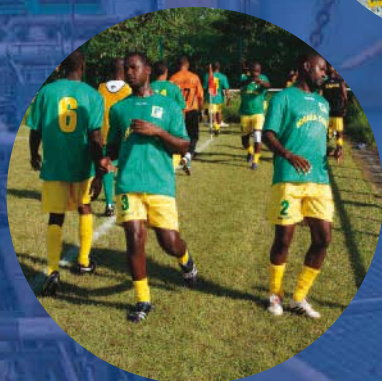
22/10/2015 : Mme Dolinde SAPHOU (Chef de Service Administration Référentielle à la BVMAC) et Melles Jealna MINKOUE MI OBAME et Naïce OKOUROU procédant au référencement de la valeur « EOG 6,00% NET 2015-2020 » grâce au module RCE.



SOCIETE GABONAISE DE RAFFINAGE

Membre fondateur de l'Association des Raffineurs Africains

Le témoignage de l'essor industriel du Gabon



Produits finis fabriqués

- Butane
- Essence sans plomb
- Kérosène
- Gasoil
- Fuel oil



BP 530 Port-Gentil (Gabon)
Tél. (241) 01 56 30 00/01 - 01 56 36 52
Fax (241) 01 56 32 18 / 01 55 15 28

CONTRÔLE INTERNE DES RISQUES DANS UNE BOURSE DES VALEURS :

UNE NOUVELLE NOTION EN ZONE CEMAC POUR UN RISQUE ANCIEN

Par **Naïce Berté OKOUROU** | Attachée de Direction en charge du Contrôle Interne | BVMAC

La notion de contrôle interne des risques ne constitue pas un risque nouveau à la Bourse, notamment quand on aborde les notions liées aux domaines de la fraude, de la sécurité et des procédures.

Sous l'impulsion de la mission d'inspection de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF), la BVMAC travaille sur un dispositif idoine de gestion des facteurs de risque, afin de sécuriser la mise en œuvre des livrables administratifs, techniques et opérationnels.

Cet article traitera donc du dispositif du risque opérationnel qui est actuellement déployé à la Bourse Régionale dans l'esprit des philosophies comme Bâle pour les banques, Solvency pour les assurances et Mifid pour les Marchés Financiers et Boursiers matures.

CONTRÔLE INTERNE & RISQUE OPERATIONNEL

DÉFINITION

Le risque opérationnel se définit comme étant le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures personnelles et systèmes internes ou des événements extérieurs.

La définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et d'atteinte à la réputation.

>> Les grands principes

Pour les marchés réglementés disposant d'une Direction du Contrôle Interne, le risque opérationnel est le risque de pertes dues à une inadéquation ou une défaillance des procédures de l'établissement, de son personnel, des systèmes internes ou des risques externes .

> Trois grands principes pour la BVMAC

- Prévenir les fraudes (type délits d'initié);
- Mettre en place des livrables d'enregistrement correct de toutes les procédures;
- Vérifier le déploiement technique des opérations boursières.

>> La Bourse de Casablanca comme élément d'inspiration

Dans le cadre d'un marché de moindre liquidité comme le nôtre, la BVMAC s'oriente vers un modèle qui a fait ses preuves dans des grands Marchés Africains comme la Bourse de Casablanca (partenaire opérationnel de la BVMAC). Une mission de six mois a permis à ce nouveau service

de l'Entreprise de Marché de collecter un certain nombre de données susceptibles d'aider la BVMAC, à formaliser un dispositif de gestion des facteurs de risque.





CONTRÔLE INTERNE DES RISQUES DANS UNE BOURSE DES VALEURS : UNE NOUVELLE NOTION EN ZONE CEMAC POUR UN RISQUE ANCIEN

1. La gestion des données internes

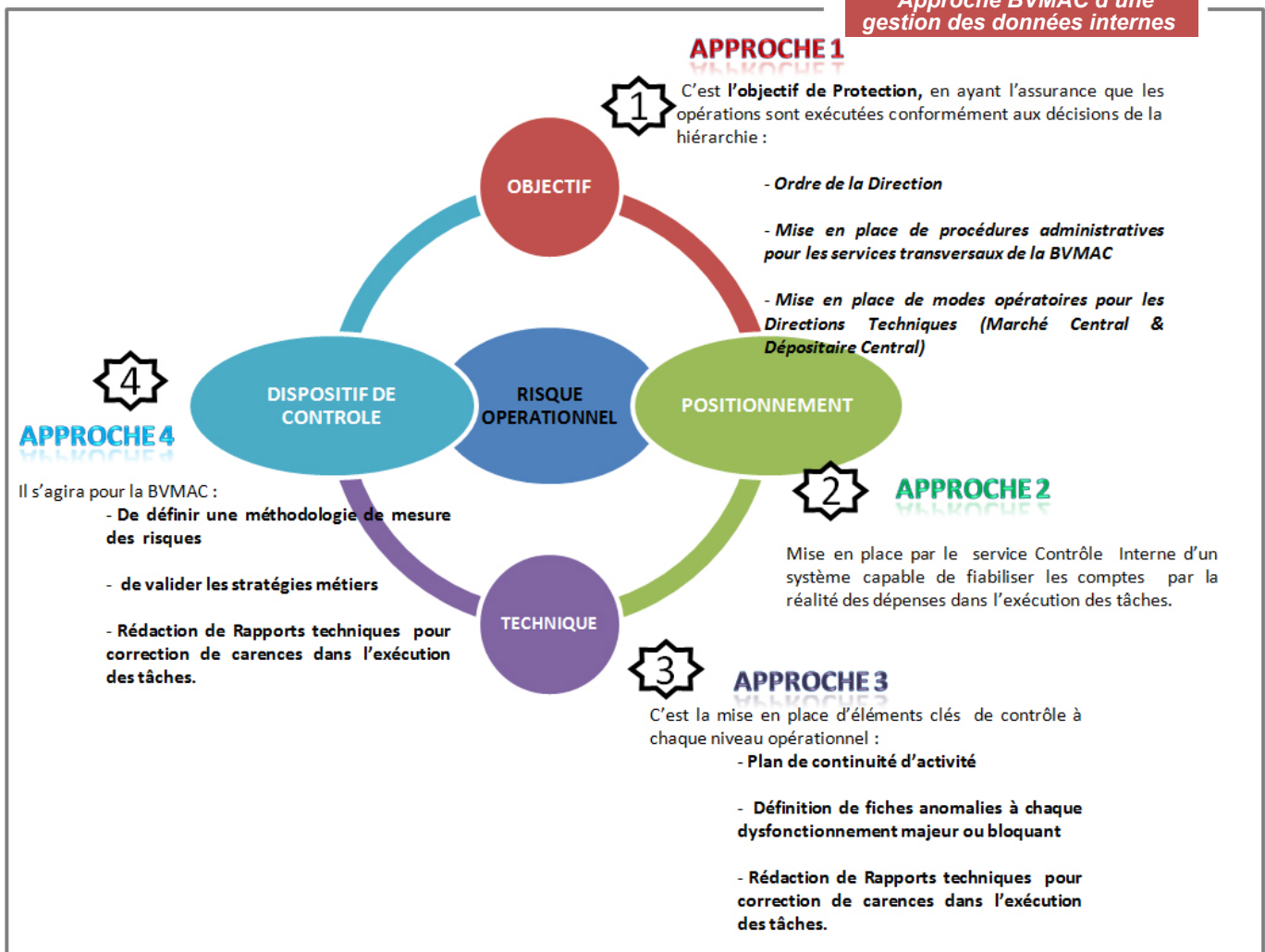
Il s'agit ici de la mise en place des procédures permettant de maîtriser le produit non conforme, afin de disposer de ressources d'information participant à l'amélioration des performances.

Au niveau de la BVMAC, le domaine d'application concerne les partenaires de l'Entreprise de Marché

et le Service Administratif en charge de la qualité et de la conformité des procédures.

La cinématique ci-dessous décrit de manière pratique les quatre étapes suivies par la BVMAC dans la mise en place d'un tableau de bord de suivi des approches et actions en cours pour un contrôle interne de bonne qualité.

Approche BVMAC d'une gestion des données internes





CONTRÔLE INTERNE DES RISQUES DANS UNE BOURSE DES VALEURS : UNE NOUVELLE NOTION EN ZONE CEMAC POUR UN RISQUE ANCIEN

2 . La gestion des données externes

Il s'agira d'auditer le dispositif, en faisant appel à des cabinets d'audit qui vérifieront le bon fonctionnement et l'efficacité du contrôle interne.

3. L'évaluation du dispositif

Il va permettre au niveau de la BVMAC de vérifier la clarté des informations fournies et d'apprécier la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Aussi, si nous voulons automatiser l'ensemble du processus , il est possible d'acheter des progiciels de type « Internal Control-Integrate Framework » capables :

- de réaliser l'optimisation des opérations,
- de fiabiliser les informations financières,
- de contrôler les unités ou les activités spécifiques de l'entreprise, tout en intégrant la conformité aux lois et aux réglementations du **Marché Financier et Boursier de la CEMAC.**

Il s'agirait ici d'un autre projet qui demanderait au regard de l'acquisition du module et de son implémentation des moyens financiers importants.



Conclusion

Le contrôle interne des risques est complètement lié aux choix stratégiques de l'Entreprise de Marché . Notre quête vers la taille critique à l'horizon 2020, doit nous permettre de conduire le changement à la BVMAC, en consolidant notre démarche de gestion du risque opérationnel par des procédures techniques, et administratives à l'instar des Bourses dites émergentes

PORTE À PORTE ET EMPRUNT OBLIGATAIRE : QUELLE DÉMARCHE MERCATIQUE POUR QUEL RÉSULTAT ?

Josette Mispa WEMPINDI | Département Marché Central | BVMAC

Le choix d'un mode de financement est déterminant pour un agent économique à la recherche de liquidités. Dès lors, une société, un Etat, une collectivité publique choisira celui qui lui offrira différentes opportunités en terme de coûts de facteurs, notamment des ressources longues, de taux d'intérêts et de stratégies de remboursement.

Le Marché Financier et Boursier semble présenter les meilleures caractéristiques du fait qu'il permet d'accéder à un Marché de Capitaux rassemblant, des prêteurs primaires* tels que les Investisseurs Institutionnels (les banques, les assurances, les fonds de crédit,...) qui ont vocation à placer leurs réserves techniques sur le Marché.

Ainsi, le mécanisme de l'Emprunt Obligataire qui par définition, est un prêt à long terme pour les émetteurs à la recherche de capitaux constituerait la ressource idéale pour atteindre les objectifs financiers comparables à celui de l'Etat Gabonais, dont le financement est issu du fruit de cet Appel Public à l'Epargne concerne l'aménagement et la réhabilitation des voiries urbaines de Libreville, sur une portion de 71,096 Km.

Ce nouveau mécanisme de financement très opposé au système traditionnel bancaire pose de facto, la problématique liée à la démarche marketing qu'il conviendrait de déployer pour atteindre les résultats escomptés.

DEFINITION

Le porte à porte qui est une méthode d'approche directe et relationnelle, couramment utilisé par les Sociétés De Bourse (seules habilitées à accéder au Marché de Capitaux) semble être l'un des instruments fédérateurs d'une approche «Be to Be» que l'on pourrait décliner en dix commandements; Recommandation dont le respect à minima pourrait être l'élément moteur d'une stratégie commerciale efficiente.

*Prêteurs primaires: Ce sont des agents à capacité de financement (les ménages,...).

1 - Pré-requis d'une demande de «Porte à Porte»

Dans toutes les démarches marketing, qu'elles soient directes ou stratégiques, la première étape concerne l'identification du Marché dans lequel on évoluera. Le Marché dont on parle ici, c'est le Marché Financier et Boursier de la CEMAC qui a un peu plus de six ans d'activités opérationnelles. Il implique l'intervention de nouveaux partenaires en la présence de nouveaux investisseurs et des intermédiaires financiers. Il convient donc aux agents commerciaux de bien connaître:

- Le portefeuille des potentiels investisseurs qui pourraient participer à l'opération de souscriptions;
- Les caractéristiques d'une banque de contact comprenant la raison sociale de l'investisseur, son adresse, ses différentes coordonnées;
- Le produit. Dans le cadre de l'Emprunt Obligataire de l'Etat Gabonais «**EOG 6,00% Net 2015 - 2020**», le produit à proposer est l'obligation associée à certaines caractéristiques;
 - Nominal : 10 000 FCFA;
 - Objet de l'opération: Financement des travaux d'aménagement et de réhabilitation des voiries urbaines de Libreville;
 - Taux d'intérêt: 6% net par an;
 - La fiscalité: Les revenus afférents aux différentes obligations sont exonérés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers dans les pays de la zone CEMAC.



PORTE À PORTE ET EMPRUNT OBLIGATAIRE : QUELLE DÉMARCHE MERCATIQUE POUR QUEL RÉSULTAT ?



La maîtrise de ces différents éléments permet aux agents commerciaux du projet d'Emprunt Obligataire d'apporter une stratégie claire et d'avoir des pratiques de gestion et de marketing direct aux contraintes du Marché (déficit de culture boursière, document d'information trop touffu pour les investisseurs...).

2 - Identification de la cible commerciale

Une fois qu'on a défini notre Marché potentiel, il convient avec précision de cerner la cible commerciale à partir de laquelle on va constituer l'échantillon qualifié de prospect. Autrement dit, c'est à partir de cette base que l'on va développer toute la démarche de «porte à porte» qui va du mailing, du phoning, des visites et enfin par une approche directe avec le prospect.

Pour cela, les agents communicateurs qui accompagnent les Sociétés de Bourse dans la collecte des souscriptions doivent investir en priorité dans la connaissance :

- du type d'activité de l'investisseur;
- de ses attentes spécifiques en terme de placement;
- ainsi que, des enjeux stratégiques ou opérationnels de sa démarche d'investissement (placement à long ou moyen terme...).

3 - La construction du réseau de souscription

Elle se base particulièrement sur la stratégie définie par les intermédiaires financiers accompagnant le projet d'Emprunt Obligataire. Ainsi, ce réseau commence par les membres du syndicat de placement, qui chacun à son niveau, a un réseau de prescripteurs institutionnels (banques, assurances, chambres de commerce...) qui orienteront les membres du syndicat de placement vers les investisseurs susceptibles de souscrire massivement à l'opération.

4 - Que vendre et comment?

Au regard de l'analyse faite dans l'étape n°1, peut-on souligner que seules les caractéristiques de l'Emprunt Obligataire nous permettent-elles de vendre l'opération aux investisseurs?

Ses caractéristiques sont essentielles, nécessaires, et indispensables à l'offre de l'Emprunt Obligataire, il convient de dire qu'elles ne sont pas suffisantes car considérées comme le «**ticket d'entrée**» de notre stratégie de porte à porte.

D'autres éléments macro-économiques doivent être pris en compte pour convaincre un investisseur, notamment, le risque pays ou les perspectives de croissance pour ne citer que ceux là. Par exemple, dans le cas de l'Etat Gabonais, outre les éléments de communication les notions de rating, le risque de réputation et des perspectives de croissance ont leur importance.

5 - Captiver le prospect

Il s'agit ici de présenter le projet d'Emprunt Obligataire comme un mécanisme évolutif. De manière plus opérationnelle, il conviendrait de montrer au client que les obligations achetées au niveau du Marché primaire, une fois cotées à la Bourse, peuvent être revendues. Dans le cas du Marché Financier et Boursier de la CEMAC, la BVMAC, dispose d'une plateforme de cotation nec plus ultra qui garantit les intérêts des acheteurs et des vendeurs de titres sur le Marché.

6 - Rassurer le prospect

Une fois l'investisseur captivé par l'opération, il convient de le rassurer en lui montrant bien que le produit proposé n'est pas un «canard boiteux». Dans le cadre d'un Emprunt Obligataire sur le Marché Financier et Boursier Communautaire, l'investisseur bénéficie d'une fiscalité en terme de revenus d'obligations exonérés de l'Impôt sur le revenu de capitaux mobiliers.



PORTE À PORTE ET EMPRUNT OBLIGATAIRE, QUELLE DÉMARCHÉ MERCATIQUE POUR QUEL RÉSULTAT ?



7 - Convaincre l'Investisseur

A ce stade, l'idée est de présenter à l'investisseur le mécanisme de sureté choisi dans le cadre d'une opération d'Emprunt Obligatoire. Dans le cadre du second Emprunt Obligatoire par Appel Public à l'Épargne de l'État Gabonais, un compte séquestre intitulé «**Compte Séquestre – EOG 6,00% Net 2015 - 2020**» a été ouvert auprès de la BEAC pour le remboursement exclusif des souscripteurs de cette émission.

8 - La souscription

Une fois l'inventaire des 7 premières étapes respectées et bien présentées, il conviendra de donner au client le bulletin de souscription qui déterminera son intention d'achat.

9 - Mesure du résultat du «Porte à Porte»

Dans ce point, il conviendrait de mesurer les premières intentions de participation des investisseurs à l'opération d'Emprunt Obligatoire. Au delà de 60% du

montant à collecter par l'agent commercial, on peut souligner que les objectifs ont été atteints.

10 - SWOT de l'opération & Cotation des titres

Avant la cotation des titres, l'agent commercial réalisera un swot de son porte à porte, qui lui permettra de déterminer les forces et les faiblesses de sa démarche, les opportunités et les défis de son action sur le terrain.

Le porte à porte est l'un des mécanismes de marketing stratégique qui permet de se rapprocher au mieux d'un potentiel investisseur dans le cadre d'une opération d'Emprunt Obligatoire par APE. Toutefois, pour que cette démarche soit efficace, elle demande un certain nombre de pré-requis ainsi que la connaissance du Marché dans lequel il convient d'évoluer.



18 février 2015 : Visite de courtoisie de M. Pacôme MOUBELET BOUBEYA, à l'époque Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique du Gabon



Visite de courtoisie de M. Pacôme MOUBELET BOUBEYA, à l'époque Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique



18/02/2015 : Formation des Cadres du Groupe Robert Services



18/02/2015 : Formation des Cadres du Groupe Robert Services aux métiers Titres et à la Bourse et son environnement

31 mars 2015 : Visite de courtoisie de M. Alex BONGO ONDIMBA à l'occasion du projet de lancement d'une Activité de Place sur le «Pacte Social & le Financement de la Télévision Numérique Terrestre (TNT)» au Gabon



Visite de courtoisie du DG de l'ANINF, M. Alex BONGO ONDIMBA à la BVMAC en vue du projet de déploiement de la TNT au Gabon



M. Alex BONGO ONDIMBA attentif aux explications techniques présentées par le DG de la BVMAC



Séance de travail animée par M. HOUANGNI AMBOUROUE (DG BVMAC) et Mme CHANG (Représentante de STAR TIMES)

12 mai 2015 : Activité de Place sur le «Pacte Social & le Financement de la Télévision Numérique Terrestre (TNT)» au Gabon



Vue partielle de l'auditoire



MM. HOUANGNI AMBOUROUE (DG BVMAC), S.E Exmo Sr. D. Marcos NDONG EDU CHAMA (Ambassadeur de Guinée Equatoriale), Martien MAKAYA (DGA ANINF)



18/05/2015 : Activité de Place BVMAC/ANINF/STARTIMES



M. HOUANGNI AMBOUROUE (DG BVMAC) et Dr DJEBARI (PDG GROUPE SATIR) en pleine conversation



La BVMAC, Institution Citoyenne, faisant la promotion «LES CHOCOLATS DE JULIE», un produit du terroir Gabonais

04 juin 2015 : Formation des étudiants de BGFI Business School aux Techniques boursières et au Montage d'un Emprunt Obligataire



Les étudiants de BGFI BUSINESS SCHOOL lors du séminaire de formation sur les Techniques boursières



Photo de famille en présence du DG de la BVMAC

08 juin 2015 : Formation des Cadres de la Direction Générale du Budget (Ministère du Budget et des Comptes Publics du Gabon)



Une vue des Cadres participant au cycle de formation sur la Titrisation de la Dette



M. Ghislain G. BINBANGOYE (DGA de la DGB) accompagnant un des récipiendaires lors de la remise des attestations de participation au cycle de formation des Cadres de la DGB



Photo de famille au sortir du cycle de formation

23 juin 2015 : Cérémonie de cotation de la valeur Obligataire «FAGACE 5,25%NET 2014-2019» émise par le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique



Une vue du siège de la Bourse Régionale habillée aux couleurs de la cérémonie de cotation du FAGACE



M. Yacoubou A. ALPHA OROU (Service des Engagements FAGACE) sonnait la cloche de la Bourse pour annoncer la cotation officielle de la valeur « FAGACE 5,25% net 2014-2019 »



Première Entreprise Gabonaise
Listée à la cote de la BVMAC



MM. Bernard AZZI OYIBA, PDG de PRIX-IMPORT SA et Henri-Claude OYIMA, PCA de la BVMAC

L'endroit idéal pour vos courses...
20 ans au service du meilleur rapport qualité-prix.



LIBREVILLE

CentreVille: Carrefour PRIX IMPORT entre l'ancien Gouvernorat de la province de l'Estuaire et le Camp de Police

Golf: Quartier « Lalala » près du golf club de Libreville.

Okala: Quartier « Okala » après l'aéroport international LEON MBA

Owendo: Carrefour SNI et Port d'Owendo

- ▶ IMPORTATION & DISTRIBUTION
- ▶ AGENT DES GRANDES MARQUES
- ▶ VENTE EN GROS ET DETAIL



BVMAC

Le monde bouge, l'Afrique centrale aussi



● MISSIONS :

- Organiser et animer le marché financier régional
- Favoriser le financement des entreprises et des Etats
- Financer les grands travaux et infrastructures transrégionaux
- Promouvoir le marché financier et développer la culture boursière
- Soutenir l'intégration régionale, la croissance et le développement économique

● PRODUITS NEGOCIABLES :

- Titre de capital
- Cotation d'action
- Titre de créance
- Cotation d'obligation
- Autres
- Part d'OPCVM et d'autres instruments financiers

● SERVICES OFFERTS :

- Gestion du "Trading" (carnets d'ordres)
- Gestion des "Market-Maker" (Sociétés de Bourse)
- Gestion du "clearing" et du "settlement" (Règlement/Livraison)
- Codification et conservation des titres
- Diffusion de l'information financière

● FISCALITE APPLICABLE AUX OPERATIONS BOURSIERES :

Pour les Emetteurs

IS de 20% (au lieu de 35%) pendant 3 ans pour les sociétés introduites à la côte de la BVMAC

Pour les Investisseurs

IRVM de 10% (au lieu de 20%) sur les dividendes distribués et des plus values réalisées

IRVM de 5% sur les intérêts versés au titre des emprunts obligataires des sociétés privées

Divers

Les sommes investies par les personnes morales dans un fond salarial sont déductibles de l'IS

Les sommes investies par les personnes physiques dans un C.E.V.M sont déductibles de l'IRPP

